

Generation disenchantee? Les jeunesses Europeennes a l'heure de choix d'avenir

May 7, 2024

À l'approche des élections de juin, les institutions et les forces politiques de l'UE courtisent la jeune génération pour qu'elle vote. Mais cinq ans après que les jeunes Européens se sont mobilisés autour de la crise climatique et ont poussé en faveur d'un Green Deal européen, la perception est celle d'une jeunesse désengagée, alourdie par de multiples crises et par l'incertitude quant à l'avenir. Cette image est-elle exacte et y a-t-il encore un espoir de la changer ?

Cette année 2024, entre les 6 et 9 juin, les Européens retournent aux urnes pour élire leur Parlement, initiant le grand jeu politico-diplomatique qui doit aboutir au renouvellement de la Commission européenne et aux nouveaux équilibres au sommet des institutions européennes. Alors que les différentes familles politiques s'organisent, au niveau européen comme national, la Commission européenne publie une série de propositions et d'actions « pour donner aux jeunes plus de poids dans les décisions qui les concernent ».

Études d'impact du point de vue en fonction de l'âge, stratégie globale pour la jeunesse, extension des mécanismes de participation, affichages dans les espaces publics la Commission courtise les soutiens de la jeunesse. Il faut donner envie d'Europe. Rendre les politiques communes à la fois plus concrètes pour les citoyens européens et plus pertinentes pour les plus jeunes d'entre eux.

Les signaux sont clairs : à Bruxelles, on semble penser que les clés des élections européennes sont dans les mains des 18-25 ans – et même plus jeunes, puisque dans certains Etats membres, la majorité politique est fixée à 16 ans pour les élections européennes, comme en Allemagne ou en Belgique depuis cette année. Les esprits chagrins diront bien sûr que tout cela est inutile tant la jeune génération semble se désintéresser du jeu politique et des institutions, où elle est manifestement sous représentée par rapport à ses aînés.

Plusieurs signaux, ces dernières années, expliquent cependant cette attention particulière pour la jeunesse qui – à l'instar de ses aînés, qui furent jeunes dans les années 1980 – cherche parfois refuge dans l'indifférence.

2019 – Enthousiasme et démocratie

En 2019, ce sont les jeunes qui avaient créé la surprise. Passée de 42,6% à 50,6% en moyenne pour l'Union à 28, la participation aux élections européennes enregistrait une hausse – significative – pour la première fois depuis le passage à l'élection au suffrage universel direct, en 1979, et le premier vote européen de la génération d'après-guerre.

Selon les résultats des enquêtes post-électorales, en particulier l'Eurobaromètre dédié, la mobilisation avait été générale, traversant toutes les catégories socio-professionnelles, les âges, l'ensemble des attitudes (pro ou anti) vis-à-vis de la construction européenne – et les différents Etats membres de

l'UE¹¹.

Dans un contexte de bouleversements géopolitiques profonds causés par le Brexit et l'élection de Donald Trump en 2016, ce regain d'intérêt pour la démocratie européenne avait en outre bénéficié de deux facteurs. D'une part, une remarquable dramatisation des enjeux, servie par un choc des récits aussi simple et efficace que ces scénarios hollywoodiens où se distinguent sans peine les « héros et vilains »².

Car s'il était normal que les visages d'Emmanuel Macron ou d'Angela Merkel connaissent une forte notoriété en dehors de leurs frontières, ce n'était pas évident qu'il en soit de même pour un Premier ministre hongrois, un ministre de l'intérieur italien, un simple député polonais chef de parti, un hâbleur britannique au langage fleuri ou la présidente d'un vieux mouvement d'extrême droite français. Dans un ironique paradoxe des conséquences, la popularité des figures anti européennes et des partis de la droite radicale eurosceptique venait contribuer encore plus fortement à l'européanisation de nos scènes politiques nationales.

Mais en 2019, l'autre souffle de la démocratie européenne était celui de la jeunesse.

Avec les plus forts différentiels de participation (+14 pour les moins de 25 ans ; +12 pour les 25-39 ans entre 2014 et 2019), les jeunes générations, et les primo-votants, avaient particulièrement bien contribué à interrompre la grande tendance décennale à l'abstention pour ces élections continentales, considérées comme secondaires par la science politique, comme par les citoyens. Ce taux d'abstention s'étant vu d'autant plus accentué par les élargissements successifs à des pays d'Europe centrale où la participation électorale est restée historiquement basse depuis le rétablissement la fin du système de parti unique.

Portée par le mégaphone de la jeune Greta Thunberg dans les enceintes officielles, la génération climat³ avait saisi l'occasion de faire entendre sa voix. Après avoir battu le pavé des métropoles européennes pour exiger de leurs aînés une meilleure prise en compte des enjeux de leur avenir, les jeunes activistes des *Fridays for Future* avaient fini par convaincre une partie de leur classe d'âge de se rendre aux urnes. Surprenant les spécialistes de l'opinion par leur nombre et leurs choix, les jeunes Européens avaient offert principalement aux Verts européens un résultat historique, et 10 per cent des sièges au Parlement européen.

Sensibles au message porté par les citoyens, aux enquêtes d'opinion qui avaient précédé les élections, et aux potentialités économiques suscitées par une croissance verte, les dirigeants européens avaient donc mis la transition écologique au cœur de leur agenda politique pour la nouvelle mandature. Et la nouvelle présidente de la Commission européenne prenait solennellement d'ambitieux engagements pour une Europe climatiquement neutre en 2050.

Le Pacte vert, en quelque sorte, c'était eux, les jeunes de 2019.

Colère et dépressions

Cinq ans plus tard, la donne a changé.

Premièrement, la crise sanitaire et les confinements successifs ont eu raison des mobilisations climatiques – et en grande partie du moral de la jeunesse européenne. De la France à la Pologne, en passant par l'Italie où les effets dévastateurs se firent sentir en premier, les études soulignent toutes les profonds aspects traumatiques, en particulier sur les plus fragiles, dans les couches les plus

défavorisées de la population. La jeunesse allemande, dont les cohortes avaient grossi les rangs des électeurs écologistes en 2019 puis en 2021, a été profondément affectée, devenant une sorte de « Génération Reset » pour certains observateurs. A l'échelle européenne, l'étude Eurofound de 2021 des « impacts du Covid-19 sur la jeunesse de l'UE » s'inquiète de la santé mentale des jeunes européens autant que de leur précarité économique.

En outre, la remise en cause politique du Pacte vert et donc des capacités d'action publique dans la lutte contre le dérèglement climatique alourdit d'autant plus ce syndrome d'éco-anxiété dont souffrent déjà majoritairement les jeunes Européens, soulignée plusieurs études, dont la plus complète et inquiétante reste celle menée à l'échelle globale par la revue médicale *The Lancet* en 2021.

Deuxièmement, à mesure que ses effets économiques se font sentir dans les foyers et les entreprises, d'autant renforcés par l'inflation et la hausse des prix de l'énergie, le Pacte Vert se heurte à une remise en question de plus en plus aiguë. Depuis les Pays-Bas en 2019 jusqu'aux manifestations spectaculaires de l'hiver 2023-2024, les tracteurs des agriculteurs européens en détresse sont venus remplacer les lycéens et étudiants manifestants du climat. Mais ce mouvement de colère du monde agricole qui a saisi toute l'Europe n'est qu'un symptôme de plus d'une tension plus profonde, dont les Gilets Jaunes en France ou les inquiétudes des secteurs économiques les plus concernés sont autant de jalons. En écho aux alertes des organisations syndicales européennes, ce mouvement ne fait que cristalliser les limites de l'acceptabilité sociale des politiques de la transition écologique. Dont une partie des forces politiques européennes ont décidé de faire leur cheval de bataille pour les prochaines élections.

Troisièmement, les dérèglements du monde pèsent sur les jeunes Européens. La guerre menée par la Russie de Vladimir Poutine aux confins de l'UE a évidemment un impact plus immédiatement émotionnel sur les populations d'Europe centrale, en particulier en Pologne et dans les pays Baltes, qu'à l'Ouest. Mais elle n'est pas sans effets anxiogènes non plus en Allemagne ou en France par exemple.

Enfin, le sentiment croissant d'une inégalité économique structurelle et d'être injustement écarté de la prospérité promise aux générations précédentes pèse aussi sur les perspectives de la jeunesse. Selon les chiffres de la Commission européenne elle-même, le taux des 15-29 ans en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'UE était de 25,4%, en 2020, et le taux de privation matérielle sévère des 15-29 ans était passé de 5,4% en 2019 à 6,5% en 2020. Certes, la situation post-Covid s'est quelque peu améliorée, particulièrement en Espagne où le taux d'emploi des jeunes retrouve un niveau jamais atteint depuis 2008 et les débuts de la crise des dettes souveraines. Mais c'est encore le sentiment d'inégalités persistantes, d'incertitude économique et de précarité financière qui domine en grande partie la jeunesse européenne quand on lui donne la parole en France, en Allemagne, à Chypre, ou en Pologne.

Au fond, si le sentiment qui domine est le monde politique se révèle impuissant, ou rétif, à répondre à leurs légitimes aspirations à un monde meilleur, plus juste envers eux et plus écologique, la question d'aller voter peut se poser. Et si oui, pour quoi, pour qui ?

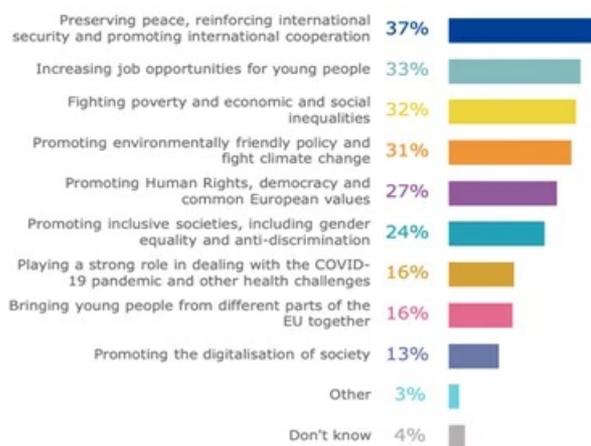
2024 – Espérances ou désaffections ?

C'est une des lois de la démographie, les jeunes ne le restent pas. Les années passent, le monde change et, avec lui, l'air du temps. Une jeunesse en remplace une autre. On peut se demander quelle jeunesse va déposer son bulletin dans l'urne pour les élections européennes de 2024.

Le tableau un peu sombre qui précède se trouve reflété, en grande partie, dans les aspirations de la

jeunesse européenne pour les élections de 2024, mais en un contrepoint positif. Malgré leurs limites, les enquêtes Eurobaromètre offrent des enseignements intéressants sur les dynamiques qui mobilisent les jeunes citoyens européens. Ainsi, quand pour Eurobaromètre il leur est demandé, en 2022, quelles priorités l'Union européenne devrait poursuivre pour leur génération, c'est la paix (37%) puis les opportunités économiques (33%), la lutte contre la pauvreté et les inégalités (32%) et celle contre le changement climatique (31%) qui s'imposent.

Q17 What do you expect of the European Union for your generation? You can select up to three answers. [MULTIPLE ANSWERS] (% - EU27)



A l'automne 2023, dans le Parlemeter (Eurobaromètre spécial Parlement européen reproduit ci-dessous), les réponses montrent que le contexte de guerre s'est un peu atténué. Le changement climatique y fait jeu égal avec la lutte contre la pauvreté et l'exclusion (36%) au sommet des priorités de la jeunesse ainsi que « le futur de l'UE », en contraste avec les générations plus âgées pour lesquelles la santé ou la croissance économique restent primordiales. On notera d'ailleurs que dans cette enquête pour aucune des cohortes, jeune ou moins jeune, l'immigration ne parvient à atteindre plus de 18%, bien loin du podium des préoccupations ; alors que dans l'enquête de juillet 2023, les chiffres atteignaient 24%, une volatilité qui souligne l'aspect artificiel de l'objet médiatique construit pour nourrir les destinées électorales des exploiters de paniques morales.

La participation politique des jeunes générations ne repose plus sur les mêmes comportements que leurs aînés. Le vote n'y est plus central.

Ce qu'on peut déjà constater c'est que certaines caractéristiques de 2019 persistent. Les jeunes Européens attendent beaucoup de l'Union européenne pour leur avenir. Ils se sentent Européens de façon écrasante par rapport à leurs aînés (81% et 76% soit 10 à 15 points de plus – cf. ci-contre), et savent que c'est au niveau de l'Union que se joue la partie.

Mais comme leurs prédécesseurs, ils restent aussi très sceptiques sur le monde politique. Déjà abondamment analysée par la science politique, il s'agit d'une tendance lourde, qui remonte au début des années 2000. Le déclin de la participation politique est général dans les démocraties occidentales. Il est cependant encore plus marqué dans les jeunes générations. Pour de nombreuses raisons, les jeunes se sont progressivement détournés de la politique et des structures traditionnelles. Mais ils ont

d'autant augmenté leur participation à la politique de protestation, souligne une étude récente pour le Parlement européen. Qu'il s'agisse d'une évolution des systèmes de valeurs, d'une défiance croissante dans les appareils d'Etat et les institutions, ou d'un effet pervers des technologies de communication et des réseaux sociaux, une chose est certaine : la participation politique des jeunes générations ne repose plus sur les mêmes comportements que leurs aînés. Le vote n'y est plus central – quitte à en subir les paradoxales conséquences, comme la jeunesse espagnole révoltée des *Indignados* dont le boycott des élections législatives de 2011 avait à l'époque privé les sociaux-démocrates d'une partie de leur électorat et porté au pouvoir la droite du *Partido Popular*.

« Moins collectivistes et plus individualistes, axés sur les causes, les jeunes Européens s'engagent dans des organisations à but unique et dans d'autres formes d'engagement qui n'exigent pas un engagement à long terme et sont plus susceptibles d'être membres de groupes informels, de participer à des politiques de protestation et de se concentrer sur des questions spécifiques ou sur des questions d'intérêt général » insiste Tomaž Deželan, Professor of Political sciences at the University of Ljubljana.

Juin 2024 – quelle jeunesse, pour quelle Europe ?

A moins de deux mois du scrutin européen, la question se pose donc : les jeunes Européens pèseront-ils encore de façon aussi significative qu'en 2019 sur les résultats en juin prochain ? Et si oui, avec quelles priorités ?

Même quand ils se mobilisent, les jeunes Européens votent nettement moins que leurs aînés. Leur participation reste inférieure en général. Et dans les enquêtes Eurobaromètre, leur intérêt pour l'élection à venir reste mitigé, à peine 50% pour les 15-24 ans – mais 60% pour les 25-39, supérieur à toutes les autres cohortes, ce qui laisse supposer que l'intérêt exprimé par les votants de 2019 est un acquis. Dans le « Parlemeter » de 2023, 56% des 15-24 déclarent cependant qu'ils sont certains d'aller voter. Et 67% des 25-39 ans, qu'on retrouve aux mêmes niveaux que leurs aînés.

En outre, leurs sensibilités semblent avoir quelque peu évolué. Les urgences écologiques, les anxiétés économiques et une certaine frustration à l'égard d'un monde politique qui leur paraît impuissant ou sourd nourrissent un désir de radicalité. C'est ce qui explique l'attraction notable exercée par les mouvements radicaux, partout en Europe, sur les citoyens les plus jeunes. En Pologne, par exemple, la volatilité de l'électorat a toujours été une conséquence des mobilisations ponctuelles de la jeunesse. La méfiance des jeunes Polonais à l'égard de leur classe politique et dirigeants nationaux s'exprime aussi bien dans les flambées récurrentes de votes en faveur de candidats ou de partis *anti-establishment*, comme le « mouvement Palikot » en 2011 (*Ruch Poparcia Palikota*) libéral-libertaire ou l'aventure « Kukiz-15 » de 2015, d'une rock-star populiste d'extrême droite, pour n'en citer que quelques-uns. Les jeunes forment également le gros des troupes dans les mouvements sociaux comme les *Czarny Protest* (manifestation noire) de 2016 pour la défense des droits fondamentaux des femmes. Mais le besoin de radicalité peut les amener aussi à soutenir des revendications identitaires. En juin 2024, ils s'apprêtent d'après les sondages à voter à plus de 10% pour l'extrême droite, en plus des 25-29% pour le PiS. En Italie, les Fratelli d'Italia de la cheffe du gouvernement Giorgia Meloni restent très populaires à 29% des intentions de votes – en 2022, elle était arrivée première chez les 25-39 et deuxième chez les 18-24 ans. En France, les enquêtes d'opinion donnent le Rassemblement national en tête dans toutes les tranches d'âge, et très largement premier chez les plus jeunes (18-34 ans) – un sondage IFOP et un autre Yougov en janvier 2024 confirment cette tendance.

Les urgences écologiques, les anxiétés économiques

et une certaine frustration à l'égard d'un monde politique qui leur paraît impuissant ou sourd nourrissent un désir de radicalité.

Au fond, la jeunesse est à ce sujet, plutôt représentatif du mouvement est général : toutes les projections soulignent une poussée nette des mouvements de droite radicale et extrême, représentées par les deux groupes politiques ECR et ID au Parlement européen. Une projection du *think-tank* ECFR donne la victoire aux populistes anti-européens des deux côtés du spectre, qui devraient arriver en tête ou en deuxième dans une majorité d'Etats membres, 18 précisément. Des projections qui concordent avec celles des autres agrégateurs de tendances : les droites radicales et extrêmes devraient connaître une très forte progression, au détriment principalement des écologistes et des centristes libéraux – c'est-à-dire de ceux qui avaient principalement bénéficié de la mobilisation en 2019.

Pour interpréter les dynamiques de ces élections européennes, l'intellectuel bulgare Ivan Krastev propose de considérer le spectre politique européen sous un autre angle que les clivages gauche/droite, et pro-/anti-intégration européenne. Il y aurait dans les sociétés européennes différentes « tribus de crise », dont les membres ont été agrégés par un vécu traumatique commun, au cours des événements clés survenus ces dernières décennies. Suivant cette grille de lecture, l'Allemagne et l'Autriche sont les seuls pays dont les citoyens choisissent « l'immigration » comme le problème qui les a le plus affectés, expliquant la dynamique du parti d'extrême-droite AfD et son succès chez les jeunes électeurs mais aussi le potentiel succès du nouveau parti de gauche populiste de Sarah Wagenknecht. En France et au Danemark, le changement climatique reste la crise la plus marquante. Les Italiens et les Portugais souffrent des turbulences économiques mondiales. En Espagne et en Roumanie, la pandémie de covid-19 est le principal traumatisme. Et sans surprise, les Estoniens et les Polonais sont d'abord marqués par la guerre en Ukraine et la menace russe.

La fragmentation est générale. Au fond, c'est une évidence, mais il vaut mieux bien en prendre la mesure : il n'y a pas une mais des jeunesses européennes. Celle qui s'inquiète pour le climat se résoudra peut-être à surmonter ses griefs à l'égard du système pour voter en faveur des partis écologistes ou centristes comme en 2019. Mais celle dont la mobilisation pourrait bien changer les équilibres politiques de l'Union européenne, si elle se rend aux urnes en juin 2024, semble pour l'instant plutôt hésiter entre le repli abstentionniste et le vote pour des figures extrémistes – quitte à renforcer au Parlement européen les rangs de ceux qui portent une vision purement nationale, régressive et illibérale de la construction européenne.

Il y a là un message de colère et de détresse, que les institutions et les familles politiques attachées aux progrès du projet européen doivent entendre. Soyons lucides : une simple communication institutionnelle *EU for You* ne sera pas suffisante pour inverser la tendance. Il serait plus pertinent de réunir des conventions citoyennes de la jeunesse, décentralisées – autrement dit, pas à Bruxelles – consacrées aux inquiétudes révélées par les études d'opinion.

La campagne a juste commencé. Il n'est pas trop tard pour essayer d'offrir à la jeunesse une tribune et lui permettre d'embrasser l'avenir avec une confiance renouvelée.

Published May 7, 2024

Article in French

Translation available in English

Published in the *Green European Journal*

Downloaded from <https://www.greeneuropeanjournal.eu/generation-desenchantee-les-jeunesses-europeennes-a-lheure-de-choix-davenir/>

The Green European Journal offers analysis on current affairs, political ecology and the struggle for an alternative Europe. In print and online, the journal works to create an inclusive, multilingual and independent media space.

Sign up to the newsletter to receive our monthly Editor's Picks.